ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

LIAISON AUTOROUTIÈRE ENTRE CASTRES ET TOULOUSE - (N° 1446)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 244

présenté par

Mme Arrighi, Mme Autain, M. Amirshahi, Mme Balage El Mariky, Mme Batho, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Préalablement à la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport retraçant les conditions et les justifications ayant conduit à la transformation du projet d'aménagement de la RN126 en projet de liaison autoroutière concédée entre Castres et Toulouse, entre les années 2006 et 2015.

Ce rapport précise notamment :

- 1° Les études comparatives produites sur les différents scénarios d'aménagement de la RN126 et leur transmission aux collectivités concernées ;
- 2° Les consultations conduites auprès des élus locaux et des parties prenantes ;
- 3° Les motifs techniques, économiques ou politiques ayant conduit à l'abandon de la solution d'aménagement routier non concédée ;
- 4° Les éléments ayant conduit à privilégier un recours à la concession privée.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement subordonne la promulgation de la loi à la remise au Parlement d'un rapport retraçant, de manière rigoureuse et documentée, les conditions dans lesquelles le projet initial d'aménagement de la RN126 a été transformé, entre 2006 et 2015, en projet autoroutier concédé à péage. Cette transformation a profondément modifié la nature du projet, tant sur le plan technique, financier qu'environnemental, sans que cette inflexion stratégique ne fasse l'objet d'un débat démocratique transparent ni d'une évaluation approfondie des alternatives.

Plusieurs auditions dans le cadre des travaux de la commission d'enquête parlementaire ont mis en lumière l'absence de transmission d'études comparatives, le défaut de consultation effective des collectivités contributrices, et l'existence de décisions prises en amont de toute procédure publique, notamment dans le choix du recours à la concession.

Or, la présente proposition de loi prétend valider rétroactivement des autorisations environnementales fondées sur ce projet reconfiguré, alors même que son évolution n'a jamais été pleinement justifiée ni débattue. Il apparaît donc essentiel, avant de promulguer une loi aussi lourde de conséquences, que le Parlement dispose d'un éclairage objectif sur l'enchaînement des décisions qui ont conduit à substituer au projet initial un tracé neuf, payant, et fortement contesté.

Conditionner la promulgation de la loi à cette exigence d'information revient à ne pas valider, dans la précipitation, un projet juridiquement contesté et historiquement mal documenté.